



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1645

mercredi 10 avril 2024

- **L'OIM demande d'éviter une éventuelle utilisation de civils comme boucliers humains par les gangs armés**
- **Saisie au Cap-Haïtien de près d'une trentaine d'armes à feu et d'un millier de cartouches en provenance des États-Unis**
- **Le représentant permanent d'Haïti auprès de l'ONU craint le risque d'un génocide**
- **De nombreux enfants sont traumatisés et sont privés d'accès aux services de base, alerte l'Unicef**

>> **L'OIM demande d'éviter une éventuelle utilisation de civils comme boucliers humains par les gangs armés**

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) alerte sur la flambée de violence, depuis la fin du mois de février, qui a atteint des niveaux sans précédent, entraînant une aggravation de la situation humanitaire, une détérioration de la sécurité alimentaire, une crise de protection et de nombreux déplacements de personnes dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Les équipes psychosociales de l'OIM ont rencontré des cas de tendances suicidaires, qui étaient autrefois un sujet tabou, mais qui sont maintenant de plus en plus souvent divulgués, en particulier parmi les déplacés. Le professeur de droit international, James Boyard, explique, sur son compte X que « L'appel, lancé par les gangs à la population civile de regagner leurs maisons, n'est qu'une stratégie leur permettant de sanctuariser leur territoire, grâce à la présence d'une masse critique de citoyens pouvant être utilisés comme boucliers humains en cas d'attaques des forces publiques ». Plusieurs gangs de Carrefour Feuilles (sud-est de la capitale) et de Croix-des-Bouquets (nord-est) ont, ces dernières semaines, lancé des appels en faveur du retour d'habitants de plusieurs quartiers qu'ils avaient abandonnés à cause de la violence des bandits. « En faisant usage, depuis au moins 4 ans, d'une violence prédatrice contre la population civile, forçant près de 400 000 personnes à se déplacer, les gangs, sans le savoir, ont fini eux-mêmes par ébranler leur propre stratégie de survie », analyse James Boyard. Les chefs des gangs tentent de mettre en avant « les menaces des dommages collatéraux élevés ou la nature trop asymétrique de la situation locale pour forcer les acteurs locaux et internationaux à jouer la carte de la négociation ». Ils deviennent à présent « conscients de l'éventualité d'une intervention énergique d'une force internationale, associée aux forces publiques locales ». Après avoir empêché le premier ministre *de facto* Ariel Henry de retourner dans son pays, les gangs veulent maintenant participer aux négociations. Bloqué à Porto Rico, Ariel Henry a été contraint de démissionner, le 11 mars, sous la pression étasunienne. Même s'ils jouissent d'une visibilité internationale, les groupes armés sont des bandits. Ils n'ont aucun mobile

idéologique et sont émiettés, selon l'économiste et politologue Joseph Harold Pierre. Il [précise s'opposer à ce que les gangs soient mis autour de la table des négociations.](#)

>> Saisie au Cap-Haïtien de près d'une trentaine d'armes à feu et d'un millier de cartouches en provenance des États-Unis

L'Administration générale des douanes informe avoir saisi, le 5 avril, au Bureau de la douane du Cap-Haïtien (Nord), 12 fusils d'assaut et 14 pistolets de calibre 9 mm, suite au contrôle douanier d'un container en provenance des États-Unis. Environ 1000 cartouches de plusieurs calibres ainsi que 34 chargeurs ont été également confisqués. La Police Nationale d'Haïti est à la poursuite d'un commissionnaire en douane, Wilmane Jean, et d'une autre personne dénommée Barthold, qui seraient impliqués dans ce « trafic d'armes et de munitions vers Haïti ». Devant le Conseil des droits humains, à Genève, le 2 avril, l'Expert des Nations Unies sur les droits humains en Haïti, l'Américain William O'Neill, [a appelé tous les pays du monde à arrêter le flux d'armes et de munitions vers Haïti.](#) Aucune disposition sérieuse n'a été prise par les autorités nationales et internationales pour endiguer ce trafic en Haïti. Dans un rapport publié en octobre 2023 par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, [quatre principales routes maritimes et terrestres, utilisées pour les flux illicites d'armes à feu et de munitions vers Haïti, principalement en provenance des États-Unis d'Amérique, ont été identifiées.](#)

Ndlr : US \$ 1.00 = + 140.00 gourdes ; 1 euro = 144.00 gourdes ; 1 dollar canadien = 99.00 gourdes ; 1 peso dominicain = 2.40 gourdes aujourd'hui

>> Le représentant permanent d'Haïti auprès de l'ONU craint le risque d'un génocide

« Plus nous tardons à trouver une solution, plus la population haïtienne est exposée aux risques d'un génocide. Le temps est venu d'agir avec solidarité et coopération véritable », a préconisé le représentant permanent d'Haïti auprès de l'ONU, Justin Viard, lors de la 55e session du Conseil des droits humains à Genève. Il précise qu'il faut empêcher que cette crise devienne « une tragédie, inscrite dans les pages de l'histoire comme un échec de la communauté internationale ». La situation a permis l'expansion de gangs criminels qui sèment la terreur et provoquent un nombre croissant de 400 000 personnes déplacées internes. [Il est conscient des défis immenses, exacerbés notamment par une criminalité alarmante, que traverse la république d'Haïti.](#)

>> De nombreux enfants sont traumatisés et sont privés d'accès aux services de base, alerte l'Unicef

« De nombreuses écoles ne sont pas accessibles, car la violence s'intensifie autour d'elles. Des enfants sont tués, blessés, violés, déplacés et privés d'accès aux services de base, y compris l'école », alerte le représentant de l'Unicef en Haïti, Bruno Maes. Ces enfants sont « terrorisés et traumatisés », certains après avoir vu des corps brûlés dans les rues. [La capitale, Port-au-Prince, et ses environs sont ravagés par les violences des gangs armés.](#)